

Chronique de la gauche de gauche

Front de gauche Réflexions et stratégies

Pour les composantes du Front de gauche, la période est aux congrès. Le Parti communiste a tenu le sien – son trente-sixième – en février. Le Parti de gauche réunit son troisième, après celui fondateur de 2009 et celui du Mans en 2010, fin mars à Bordeaux. Les autres composantes du Front de gauche tiennent des instances de même nature, nettement moins médiatisées cependant.

Parallèlement, et alors que la presse s'intéresse d'abord aux controverses apparues ici ou là, le Front de gauche continue à s'organiser. Son conseil national a ainsi validé le 25 janvier dernier « deux documents importants pour son avenir : un document d'orientation, qui redéfinit ses objectifs pour proposer, face à un gouvernement qui confirme son orientation sociale-libérale, le rassemblement pour construire une politique et une majorité alternatives de gauche. Dépassant le cadre d'une stricte alliance électorale, il assume désormais l'ambition d'agir comme force politique visant à mettre la société en mouvement autour de ses propositions et de faire la démonstration qu'une politique alternative est possible à gauche et qu'elle peut être majoritaire [...] En même temps, un autre document sur le développement et le fonctionnement marque aussi une évolution, vers un renforcement du caractère

LOUIS WEBER

pluraliste, un fonctionnement collégial et une participation citoyenne au Front de gauche, pour dépasser le seul cartel d'organisations et permettre l'élargissement et la participation active de ceux qui veulent s'engager¹ ».

Reste évidemment à traduire ces orientations dans les activités concrètes du Front de gauche afin qu'elles constituent la base du développement des assemblées citoyennes – dont le bilan est jusqu'ici inégal – et des fronts thématiques.

Une homogénéité interne plus forte

Les efforts pour rendre le Front de gauche plus homogène au-delà de la diversité de ses composantes s'accompagnent d'un mouvement du même type au sein de ses principales composantes. Pour le parti communiste, le congrès de février a vu ainsi, pour la première fois depuis longtemps, une seule liste de candidats

1. *Trait d'union, Lettre d'information et de débat*, publiée par les « petites » composantes du Front de gauche : Gauche unitaire, Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase), Gauche anticapitaliste, République et socialisme, *Les Alternatifs, Convergences et Alternatives*, 1^{er} mars 2013.. Voir au sujet de ce regroupement : L. Weber, « Front de gauche. Débats en cours et (re)structurations en vue », *Savoir/agir*, n°23, décembre 2012.

pour le Conseil national. Les opposant-e-s du congrès précédent, et notamment leur chef de file, Marie-Pierre Vieu, ont intégré la direction à des postes élevés de responsabilité. La « base commune de discussion » soumise au vote du Congrès et largement adoptée ne lésinait pas sur le lyrisme, ce qu'on peut sans doute considérer comme un signe d'optimisme. Intitulée « Il est grand temps de rallumer les étoiles », reprenant une exhortation de Guillaume Apollinaire dans *Les mamelles de Tirésias*, elle se veut un « Humanifeste du Parti communiste français à l'aube du siècle qui vient », reprenant à son compte l'insistance sur « L'Humain » qui avait été la marque du programme du Front de gauche pour les campagnes électorales de l'an dernier.

Pour Pierre Laurent, qui dans son intervention à l'ouverture du congrès s'est félicité de la forte proportion de nouveaux délégués et des 23 000 nouveaux adhérents depuis le congrès précédent, il s'agit d'un « communisme de nouvelle génération », nécessaire à la fois pour combattre un « capitalisme mondialisé qui a gravement échoué » et pour « sortir la gauche de la spirale de l'échec ».

Dans les débats précédents au sein du parti communiste, deux questions avaient occupé une place de choix. Le Front de gauche d'abord, une minorité non négligeable n'étant pas prête il y a seulement deux ans à se rallier à la candidature de Jean-Luc Mélenchon et soucieuse dès après les élections de voir le parti communiste « reprendre ses billes ». L'Europe ensuite, objet de débats récurrents, avec une réticence historique à considérer le terrain européen comme un terrain de lutte aussi important que le terrain national. Cette fois, le congrès a tranché sans ambiguïté et à une écrasante majorité. Les texte

adopté précise ainsi que « Le Front de gauche porte un immense espoir. Son irruption est un phénomène politique majeur. Il est la manifestation politique et électorale à laquelle nous sommes parvenus, avec nos partenaires, en mettant en oeuvre cette stratégie de fronts de rassemblement. Pour nous, il s'agit d'une dynamique durable qui n'est pas achevée. [...] Au-delà des campagnes électorales, nous voulons continuer à cheminer avec un nombre toujours plus important de femmes et d'hommes, inventant les conditions d'un travail en commun. Pour franchir une nouvelle étape, le Front de gauche a besoin d'un lieu où les apports et les expériences d'actrices et d'acteurs du mouvement social, associatif, intellectuel et culturel pourraient se croiser, chercher ensemble à produire du sens, et alimenter la recherche d'une nouvelle perspective politique. C'est ce que nous proposons d'appeler "coopérative citoyenne".[...] Afin de donner force aux exigences populaires, dans la foulée de la campagne "une alternative à l'austérité, c'est possible", nous proposons au Front de gauche d'initier ensemble la grande campagne "et vous, quels changements de société voulez-vous ?", une grande campagne visant à libérer la parole et les aspirations des entraves du renoncement. Elle pourrait par exemple connaître un moment fort à l'automne prochain avec des Assises du changement »².

S'agissant de l'Europe, le texte va beaucoup plus loin que certaines des positions traditionnelles, y compris sur l'euro : « Il est désormais de plus en plus acquis dans notre quotidien que les questions européennes sont des questions de politique

2. Texte adopté par le congrès 2013. Disponible sur : http://congres.pcf.fr/sites/default/files/36_humanifeste_pcf_0.pdf.

intérieure. [...] Il s'agit aujourd'hui de donner une place majeure dans nos analyses et dans notre action à cette dimension européenne par laquelle passent aujourd'hui de nombreux choix dont les citoyennes et citoyens sont dessaisis. Là où des forces actent l'impuissance à changer l'Europe, prônant une dissolution de la zone euro qui renverrait d'une autre manière chaque peuple à la même guerre économique, nous pensons indispensable de lutter contre les divisions et les nationalismes, et de construire des rapports de force solidaires entre peuples à l'échelle de l'Europe pour émanciper le continent de l'emprise actuelle des marchés. Il est nécessaire d'approfondir une stratégie politique européenne. »³ Nul doute que l'expérience vécue au sein du Parti de la gauche européenne est pour beaucoup dans cet aggiornamento.

Le Parti de gauche a lui aussi abordé le cycle conduisant à son congrès par l'adoption par son Conseil national (une instance de 400 membres), en décembre dernier, d'un texte devant servir de base à la discussion et aux propositions d'amendement des adhérents, avant le vote du congrès lui-même. Ce texte, intitulé plus sobrement « Osons », est le résultat d'un premier processus de synthèse au sein du Conseil national. Il a abouti à la fusion de quatre des cinq textes, dont celui du Bureau national, présentés initialement. Là aussi, le processus d'homogénéisation interne est donc à l'œuvre, malgré les défections de ces derniers mois dont celle de Marc Dolez, le seul député du Parti de gauche et un de ses co-fondateurs. Le cinquième texte a été maintenu mais le vote a été sans appel : le texte de synthèse, établi « sur la base de celui proposé par le Bureau National » a été adopté par 97 %

des suffrages votants. Le désaccord portait selon Éric Coquerel, cité par l'*Humanité*⁴, sur la notion de décroissance.

Selon les termes du communiqué publié sur le site du Parti de gauche, « Le texte [adopté] s'articule autour de la recherche d'une issue gouvernementale face à l'impasse du système et la nécessité d'une révolution citoyenne ayant pour objectif l'écossocialisme. Partant de la nouvelle limite, les ressources finies de la planète, rencontrée par le capitalisme actuel, il fait une analyse de l'actuelle construction européenne dans le contexte de la politique d'austérité imposée à toute l'Union européenne, des résistances qui s'y font jour dans plusieurs pays avec l'apparition de forces capables de porter une alternative à ces funestes politiques (Syriza en Grèce, Bloco au Portugal, Izquierda Unida en Espagne, Front de Gauche en France ...), de l'aggravation des inégalités avec d'un côté l'existence d'une oligarchie et de l'autre l'augmentation de la pauvreté et de la précarité. »⁵ On retrouve les mots-clés des textes du Parti de gauche : révolution citoyenne, qu'il partage avec les autres composantes du Front de gauche, et écossocialisme, qui est davantage sa marque de fabrique propre. Il a en effet lancé le 1er décembre, à l'Espace Reuilly à Paris, des Assises pour l'écossocialisme. « Après quatre ans d'existence et d'intenses débats politiques autour de notre triptyque Écologie, Socialisme et République, le Parti de gauche organise une journée ouverte de prises de parole et de tables rondes nous permettant de

4. Julia Hamlaoui, « Congrès : le Parti de gauche a passé la première étape », *L'Humanité*, 20 décembre 2013.

5. Compte rendu du conseil national des 15 et 16 décembre 2012, <http://www.lepartidegauche.fr/actualites/communiqu/compte-rendu-conseil-national-19949>

3. *Ibidem*.

débattre ensemble autour du projet écosocialiste », selon le texte de présentation de cette journée⁶. Le congrès de Bordeaux devrait adopter le manifeste présenté au cours de ces assises, qui recense « 18 thèses pour l'écosocialisme »⁷. Cette initiative nationale devrait d'ailleurs se démultiplier en 2013 en une dizaine d'assises régionales (certaines ont déjà eu lieu à Marseille en février 2013 et dans le Languedoc-Roussillon) et un nouveau rendez-vous national à l'automne prochain, avec la mise en place d'un conseil d'orientation de l'écosocialisme ouvert à des personnalités et d'autres organisations.

Des sujets de conflit

Le texte du Parti de gauche aborde aussi la question du Front de gauche : « L'évolution du PS clairement affirmée maintenant comme social-libérale donne encore plus de responsabilités au Front de Gauche dans la nécessité de son développement et de son enracinement dans tout le pays comme porteur de la seule alternative contre les politiques d'austérité. Sa responsabilité est de nouer les alliances politiques avec tous ceux qui rejettent ces politiques et sont aux côtés de toutes celles et tous ceux qui se battent pour empêcher leur application. Dans ce cadre, l'autonomie politique du Front de Gauche lors des échéances électorales de 2014 (municipales et européennes) est une garantie de la construction de cette alternative. Le Parti de gauche, fort de ses 12 000 adhérents et de sa présence dans l'ensemble des secteurs de la société tiendra son rôle dans cette construction d'autonomie ».

6. Voir <http://ecosocialisme.com/2012/11/30/rendez-vous-le-1er-decembre/>.

7. Voir : http://www.lespetitspoissonrouges.org/public/textes/Projet_de_Manifeste_ecosocialisme.pdf

Cette position, qui semble exclure toute alliance avec le Parti socialiste pour les élections européennes (ce qui ne devrait pas poser de problème) mais aussi pour les municipales (ce qui est une autre paire de manches) ne se confond pas avec celle du Parti communiste. Des responsables du Parti de gauche ont estimé à différentes reprises que les municipales et les européennes de 2014 doivent permettre au Front de gauche de passer devant le Parti socialiste « pour inverser le rapport de forces et montrer qu'il existe d'autres possibilités pour gouverner ». Ce qui suppose de présenter partout des listes propres au Front de gauche, au moins au premier tour. Alors que le Parti communiste met plutôt en avant l'ambition d'un « large rassemblement » aux municipales, sans exclusive préalable. Ce qui annonce, même si ce n'est pas dit explicitement, des listes communes avec éventuellement des têtes de listes socialistes.

Au-delà de cette question des élections à venir, c'est la conception de la relation au Parti socialiste et à ses militants et élus qui n'est pas la même dans les deux partis. Parmi les premiers symptômes de cette différence d'appréciation, on a déjà pu noter la controverse apparue au moment du vote du budget à l'automne dernier. Abstention ou vote contre ? La question avait déjà divisé⁸. Quelques mois après, c'est la proposition de loi d'amnistie pour les délits commis dans le cadre de mouvements sociaux depuis 2007 déposée par les sénateurs communistes qui est au centre d'une controverse. La loi a été votée par le Sénat mais fortement amendée par les sénateurs socialistes, soucieux de « chercher un équilibre entre droit syndical et respect de la légalité républicaine », pour

8. Voir L. Weber, « Front de gauche. Débats en cours et (re)structurations en vue », art.cit.

reprendre les formulations de la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem⁹. En fait, la recherche de cet « équilibre » s'est traduite concrètement par l'adoption d'un certain nombre d'amendements socialistes, dont on peut penser qu'ils seront repris par l'Assemblée nationale où les députés socialistes sont majoritaires, visant tous à restreindre au maximum la portée de la loi.

Pour Éric Coquerel, l'adoption de la proposition de loi constitue une « satisfaction pour tout le Front de Gauche, sénateurs et militants, qui se sont bien battus depuis des jours malgré les réticences affirmées par plusieurs ministres et responsables PS. Des dizaines de militants vont ainsi en bénéficier ». Mais il remarque aussi que « Hélas, les sénateurs PS et PRG ont cru bon de dénaturer en grande partie cette loi à coup d'amendements. Ils en ont notamment exclu tous les militants agissant dans d'autres domaines que le syndicalisme et le logement. Exit notamment l'environnement et les droits des migrants, donc les faucheurs d'OGM, désobéissants, antipubs, militants antinucléaires, Notre Dame des Landes, ligne THT, Base Élèves et RESF... »¹⁰

D'où vient alors la controverse, qui a occupé une partie de la réunion du conseil national du Front de gauche le 2 mars 2013 ? Ce qui est en soi une nouveauté car jusqu'ici les débats de ce type avaient plutôt lieu dans des enceintes plus restreintes comme la coordination réunissant les représentants des diverses composantes du Front de gauche.

Sur le fond, ce sont bien sûr le jugement porté sur le gouvernement et les positions du Parti socialiste qui sont en cause. Mais, comme il arrive souvent, l'élément déclencheur a plutôt porté sur la forme, dans ce cas précis sur la manière dont Jean-Luc Mélenchon avait présenté les choses, voulant « tordre le bras » de Hollande et en en faisant « un sujet "d'appartenance à un camp". "Il y a un minimum de solidarité, a-t-il prévenu. Ceux qui ne votent pas la loi ne sont pas de gauche mais des suppôts du Comité des forges, du Medef et du CAC 40." Et le député européen de conclure : "On les pourchassera jusque dans le dernier village de France" »¹¹.

Ce qui a incité le porte-parole du Parti communiste, Olivier Dartigolles, à faire entendre une musique un peu différente en déclarant à *Libération*¹² : « Nous sommes d'accord sur l'objectif, et rien ne doit nous en détourner : créer les conditions pour que cette loi soit votée. Nous n'en faisons pas un acte d'indépendance vis-à-vis du gouvernement. Il ne faut pas emprunter le chemin de la menace, mais celui du rassemblement de la majorité sénatoriale de gauche. À la veille du vote, nous devons faire preuve de responsabilité et de solidarité vis-à-vis du monde du travail, qui attend beaucoup de ce vote. La meilleure façon d'y arriver n'est pas de tordre la main, mais de convaincre ceux qui doutent. » Ce qui a provoqué plusieurs répliques, au conseil national comme il a été dit mais aussi sur divers blogs, avec évidemment des échos dans la presse. Jean-Luc Mélenchon lui-même, note que « Olivier Dartigolles,

9. Citée dans Derek Perrotte, « Loi d'amnistie sociale : effets limités, mais vives critiques », *Les Échos.fr*, 28 février 2013.

10. Communiqué du Parti de gauche, <http://www.lepartidegauche.fr/actualites/communiqueloi-d-amnistie-amende-on-lache-rien-21101>.

11. Raphaëlle Besse Desmoulières, « Mélenchon veut « tordre le bras de Hollande » sur la loi d'amnistie syndicale », *Le Monde*, 23 février 2013.

12. Lilian Alemagna, « Pas la peine de creuser des fossés à gauche », *Libération*, 25 février 2013.

un des dirigeants du PCF, a cru intelligent de déclencher une polémique contre moi en pleine bataille, dans le but de cajoler les socialistes et d'obtenir leur tendresse pour notre texte »¹³. François Delapierre¹⁴ relève pour sa part que « le porte-parole du PCF présente sa divergence comme une question de style, et au final de personne. Réduire nos discussions à des questions individuelles, comme le faisaient jusqu'ici uniquement et systématiquement nos adversaires, c'est nous tirer vers le bas... et dans le dos ». Il considère qu'il « faut plutôt aller aux questions de fond ». Pour lui, le débat est politique : « Olivier Dartigolles pense que nous pourrions obtenir des avancées de la part du PS en baissant d'un ton, en prenant nos distances avec l'opposition sans concession exprimée par Jean-Luc, en plaidant habilement notre cause dans les Assemblées parlementaires. Nous pensons au Parti de gauche que nous n'obtiendrons rien sans rapport de force, et qu'il faudra tout arracher par l'intervention populaire ».

Ce qui annonce les débats à venir. Le texte sur la stratégie du Front de gauche adopté en janvier précise dans sa conclusion : « Nous avons donc, en tant que Front de gauche, un rôle historique : rassembler pour construire une alternative de gauche rompant avec les logiques libérales et sociales libérales ». On voit bien à travers ce débat autour de la loi d'amnistie que cela laisse la porte ouverte à plusieurs réponses possibles à la question des (futurs) alliances : le Front de Gauche peut-il accepter dans certains

cas de se contenter de peser au sein d'une majorité dominée par les socialistes ? Ou l'autonomie politique revendiquée pour le Front de gauche doit-elle conduire à refuser de telles alliances, sauf évidemment s'il est majoritaire à gauche ? « Pour le PCF, qui vit de ses élus municipaux, il est vital de ne pas rompre complètement avec le PS tandis que le Parti de gauche prône une "autonomie conquérante"¹⁵ ». Son congrès de Bordeaux vient d'ailleurs de voter un texte disant que « le Parti de gauche (PG) souhaite que le Front de gauche, auquel il appartient, présente des "listes autonomes" dès le premier tour des municipales dans au moins "une soixantaine de grandes et moyennes villes" [...] Dans les semaines à venir, dans toutes les grandes villes pour commencer, le PG va localement prendre contact avec ses partenaires du Front de Gauche et tous ceux qui, à gauche, refusent la politique d'austérité du gouvernement, pour avancer sur ces listes »¹⁶.

Cela se traduit aussi dans l'importance respective accordée aux deux scrutins. Pour le Parti communiste, l'« élection structurante », ce sont plutôt les municipales. Alors que le Parti de gauche compte peut-être davantage sur les élections européennes, même si l'organisation du scrutin en huit circonscriptions régionales, au lieu du retour au scrutin unique au plan national un temps envisagé, leur enlèvera un peu de visibilité.

Ce qui ne manquera pas de nourrir les débats au sein du Front de gauche au fur et à mesure que les échéances correspondantes se rapprocheront. ■

13. <http://www.jean-luc-melenchon.fr/2013/03/01/pas-damnistie-rabougrie/#article1>, 1er mars 2013.

14. F. Delapierre, « Pourquoi Olivier Dartigolles a tout faux », 28 février 2013, <http://www.francoisdelapierre.fr/pourquoi-olivier-dartigolles-a-tout-faux/>

15. Raphaëlle Besse Desmoulières, « Les "mots qui claquent" de Jean-Luc Mélenchon font débat au Front de gauche », *Le Monde*, 12 mars 2013.

16. Dépêche AFP, 24 mars 2013.